

# HOROYA

TRAVAIL

JUSTICE

SOLIDARITÉ

25  
FRANCS

• BUREAUX, IMPRIMERIE PATRICE LUMUMBA 2<sup>ème</sup> ETAGE •

B. P. 341 — CONAKRY Tél. 51-50

## Le Secrétaire Général du Parti Démocratique de Guinée à la Conférence économique de KISSIDOUGOU :

**« La Révolution = maîtrise de l'homme par l'homme, maîtrise de l'homme par la société, maîtrise de la nature par l'homme et la société, maîtrise de l'histoire par la société et le peuple..., la Révolution = confiance, exigence de progrès, de dignité... »**

*Le Secrétaire Général du Parti, le Camarade Ahmed Sékou Touré, a prononcé, à l'ouverture de la Conférence économique de Kissidougou, un important discours dans lequel il a abordé, de façon scientifique, les problèmes économiques qui se posent à la Nation.*

*Dans une première partie parue dans notre dernière édition, le Président de la République expliquait la notion de responsabilité de la Nation et le manière dont les objectifs de notre précédent et premier plan de développement avaient été choisis et réalisés par le P.D.G.*

*Après avoir rappelé les mots d'ordre de plein emploi, et évoqué les dernières conférences économiques qui ont eu à fixer les normes de production, le Secrétaire Général du Parti a expliqué le mot d'ordre «SE SUFFIRE».*

*Nous poursuivons donc la publication de ce discours dont l'importance n'échappe à personne.*

Nous pouvons nous suffire parce que la nature a doté la Guinée d'immenses richesses potentielles. Et il faut que cette conférence serve à renforcer la conviction de notre peuple et particulièrement des éléments révolutionnaires sur la nécessité impérieuse d'organiser et d'utiliser au mieux nos moyens et le temps. Lorsque nous parlons de supprimer de nos programmes d'importation toutes sortes de denrées alimentaires c'est, pour pouvoir utiliser les devises ainsi économisées dans les secteurs plus utiles au développement économique et social de notre nation. Actuellement nous importons jusqu'à 50 mille tonnes de riz par an. Les ennemis de la République de Guinée qui ont des yeux pour ne rien voir, et qui ne savent compter que les billets de leur coffrefort alors qu'ils sont incapables d'apprécier les changements qualitatifs intervenus dans la vie de notre peuple, se permettent de dire que la production en Guinée baisse. Non, elle n'a jamais baissé ! Ce sont les besoins qui s'élèvent car la Guinée a abordé une phase de développement libre non comparable à celle que vivent les Etats dominés par le néo-colonialisme. Ces Etats sont encore irresponsables devant leur devenir parce que les capitalistes étrangers occupent encore tous les secteurs économiques et financiers au détriment du développement humain de la nation. La Guinée ne consommait pas du temps de régime colonial la moitié de sa consommation actuelle de riz. Il faut le savoir. Le volume de l'exportation n'a jamais été le critère sérieux d'appréciation du niveau

de satisfaction des besoins internes d'un peuple. C'est d'autant vrai qu'on est obligé de reconnaître que tout au long du régime colonial la Guinée exportait du riz, par exemple au Sénégal.

Nombreuses étaient les familles d'ouvriers et de fonctionnaires qui ne pouvaient consommer le riz deux fois ou trois fois par jour. Le riz était à l'époque le repas ordinaire des paysans qui le cultivent. Mais dans les grandes villes, des familles un peu plus aisées consommaient en outre des patates, du manioc et d'autres denrées tels que igname, fonio etc. Depuis l'indépendance, les besoins sociaux se sont accrus et la volonté de progrès s'est développée et ont influé son mode de vie. Et les denrées chères doivent être aujourd'hui à la disposition de tous les peuples. Une chose échappe à l'impérialisme ou bien il ne veut jamais le dire si la chose ne lui échappe pas : c'est que le Sénégal importe quatre fois plus de riz que la République de Guinée. La Côte d'Ivoire importe du riz et en quantité importante de même que le Ghana, le Dahomey, la Nigéria. Les pays qui n'importent pas le riz dans l'Ouest



Sur notre photo: On remarque la délégation de la fédération de Beyla

africain ne sont pas nombreux. Le Mali se suffit dans ce domaine grâce au travail courageux de son peuple. Mais, la Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, le Dahomey, le Togo, le Ghana, la Nigéria, le Sénégal, la Mauritanie comme la Guinée sont obligés actuellement d'importer du riz.

(Suite page 2)

# La Guinée l'Afrique le monde

## DISCOURS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G. A LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE DE KISSIDOUGOU ANNÉE 1966

Suite de la première page

### Le choix alimentaire de notre peuple

Lorsque nous disons, pour notre part que nous voulons supprimer l'importation du riz, nous exprimons une volonté plus ferme d'atteindre un niveau supérieur de satisfaction de nos besoins. Et le néo-colonialisme se permet de dire : «en Côte d'Ivoire il ne manque pas de riz, en Guinée il en manque. Eh bien ! le néo-colonialisme ne dira jamais que la consommation annuelle du riz en Guinée est six fois supérieure à la consommation annuelle du riz en Côte d'Ivoire.

Le peuple ivoirien consomme ce que nous consommons avant : l'igname, le manioc, la patate, la banane, et là-bas la plupart des familles consomment le riz peut-être une fois par jour ou en tout cas deux, trois fois par semaine. Si la Guinée décidait aujourd'hui de ne plus consommer aussi que de l'igname, de la patate, de la banane, qu'elle produit en grande quantité, eh bien ! elle pourrait même exporter du riz vers la Côte d'Ivoire, le Sénégal au lieu d'en importer pour ses propres besoins. Donc ce n'est pas à cause de la baisse des efforts producteurs des paysans guinéens que nous importons du riz aujourd'hui. C'est tout simplement parce que le choix alimentaire de notre peuple s'est davantage porté sur le riz que sur d'autres denrées. Nous voulons que librement chacun satisfasse son goût alimentaire. Nous ambitionnons de mettre en valeur nos plaines encore incultes afin de satisfaire son goût de luxe en consommation continue de riz par l'augmentation du rendement de la production. Au problème du riz le Parti apporte la solution par l'augmentation de la culture attelée par l'augmentation du nombre des tracteurs et d'autres engins agricoles, par l'utilisation d'engins aujourd'hui donnés gratuitement aux paysans sous forme d'assistance de l'Etat. Ainsi nous sommes sûrs que grâce à notre volonté de nous suffire dans le domaine alimentaire, ce qui permettra d'utiliser davantage de devises à la multiplication des unités de production industrielles qui valorisent à un taux infiniment supérieur nos efforts civiques et intellectuels en même temps que nos matières premières, nous pourrions atteindre facilement nos objectifs dans tous les domaines. Ainsi le rythme de notre développement en sera accéléré et nous aurons produit plus de palmistes, plus de café, plus de bananes, plus d'ananas, etc. tout en ayant mis fin à toute importation de denrées alimentaires. Le progrès ne vient pas avec du parfum, et des roses, nous l'avons dit. Le progrès résulte d'une exigence en soi. Autrement dit toute victoire sur laquelle débouche une phase de développement doit se transformer en moyen de développement pour atteindre une phase encore supérieure. Le développement est exigence car son maintien et son dépassement exigent plus d'efforts qu'il n'en a fallu pour l'obtenir à son niveau inférieur. Si nous pouvons nous féliciter d'avoir organisé tous les domaines de la vie nationale et d'avoir sous le contrôle direct de notre peuple toutes les activités économiques, sociales, culturelles, nous pouvons dire en même temps que nos responsabilités ne font que s'accroître pour non seulement maintenir les acquis de nos activités anciennes mais aussi pour atteindre les nouveaux objectifs. Des usines sont créées et chaque année le P.D.G. est fier d'en augmenter le nombre et l'importance, mais une usine, si elle est le

couronnement d'efforts, elle est en même temps le départ de nouveaux efforts.

### Davantage de facteurs de liberté et de progrès

Nous augmentons la production de café, de palmistes, de bananes, d'ananas, nous augmentons la production de bauxite, de fer, d'alumine, nous augmentons la production de diamant. Pourquoi ? Pour accroître nos moyens. Et ces moyens sont encore mis en banque sous forme d'usines, de nouvelles unités de production modernes.

Et ces usines, ces nouvelles unités de production vont requérir six fois plus en production ; c'est-à-dire que ces efforts sont des efforts incessants, des efforts en augmentation constante et que nous devons en conséquence nous préparer psychologiquement à fournir chaque jour plus d'efforts que le jour précédent.

Aujourd'hui, la Guinée n'exporte pas de tabac et au contraire le volume de son importation de tabac avant la création de l'usine de cigarettes doit être aujourd'hui multiplié par dix pour pouvoir satisfaire les besoins fonctionnels de notre usine.

Nous allons vous donner une idée. Le tabac que nous importions nous coûtait cher. Chaque année il était importé en tabac seulement pour une valeur de 500 à 800 millions de francs. Retenez ce chiffre. Mais en engageant pour faire notre usine de tabac-allumettes, 700 millions, donc moins que les exigences en importation de tabac qui se chiffraient à 800 millions chaque année et en devise, au cours de la première année, la même usine non seulement nous a livré trois fois plus de cigarettes que nous besoins d'avant, mais elle nous a procuré, déduction faite des amortissements, un bénéfice net de 1 milliard 200 millions de francs. Une autre idée : nous vendions nos tabacs lorsque nous exportions à l'extérieur au taux de 55 francs et parfois 45 francs le kilo aujourd'hui le même kilo de tabac peut nous faire 50 paquets de milo grâce à l'existence de l'usine. Nous importions des allumettes et grâce à notre usine nous fabriquons actuellement nos propres allumettes et dont la qualité est reconnue comme de valeur supérieure. Chaque année donc, des allumettes procurent au fonds d'investissement du plan septennal des sommes importantes dont nous aurions été privées au profit des capitalistes étrangers si nous avions continué à importer des allumettes sans disposer d'usine apte à les fabriquer avec nos matières premières. Il est donc infiniment indiqué pour l'accélération du rythme du développement économique d'industrialiser le pays. Plus d'usines nous aurons, plus de facteurs de liberté et de progrès, nous aurons réuni au niveau de notre Nation. Mais comment accélérer ce niveau de développement ? En développant largement l'agriculture.

### Développer l'agriculture

L'homme avant de savoir conduire l'avion, la voiture, le camion ou la bicyclette ou même avant de savoir courir ou marcher, utilise d'abord les moyens des deux mains et des deux pieds quand il naît ; il va à la cadence de la puissance qui représente cette phase de son développement.

Suite page 3

# La Guinée l'Afrique le monde

## DISCOURS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P.D.G. A LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE DE KISSIDOUGOU ANNÉE 1966

Suite de la page 2

Ensuite il utilise les pieds pour se tenir debout. Tout homme qui ne peut se tenir debout, ne peut donc ni marcher, ni courir, et encore moins sauter. Si sauter représente la phase de l'industrialisation d'un pays, l'on ne peut industrialiser le pays sans le progrès de l'agriculture. Quels sont les moyens naturels de notre pays ? **C'est l'agriculture. C'est en développant l'agriculture, en satisfaisant tous nos besoins alimentaires que nous pourrons avec l'excédent faire des investissements en valeur de plus en plus importante dans le domaine industriel et aussi accroître d'année en année les unités de production industrielle qui fouette immédiatement le revenu national.** Car la rentabilité industrielle est toujours un taux plus élevé que l'agriculture. Développer l'agriculture, c'est avoir l'idée tous les mois, toutes les semaines des nouvelles transformations industrielles du pays. Ainsi, nous devons produire plus de tabac, plus de coton, plus de bois et en quantité et en qualité. Il faut savoir que le projet établi qui comporte de très grandes unités industrielles, nécessitant une main-d'oeuvre qualifiée de plus en plus nombreuse, va avoir des conséquences sur l'agriculture si nous n'organisons pas de manière rationnelle et dynamique la paysannerie. Pour comprendre ce phénomène, nous allons vous donner un exemple que nous vivons présentement : le 2 octobre 1958, est née la République de Guinée. A cette date, la Jeunesse guinéenne bénéficiant de l'enseignement totalisait un effectif global de 42.000 élèves. Le 2 octobre 1965, septième anniversaire de la République de Guinée, les jeunes guinéens fréquentant les écoles se chiffrent à 250.000 élèves et étudiants, d'où une fonction de 210.000 producteurs et semi-producteurs provenant de la paysannerie, diminuant ainsi le nombre de bras utilisés dans l'agriculture. Le 2 octobre 1958, l'effectif global de la masse salariale de la classe ouvrière guinéenne s'élevait à 85.000 travailleurs des deux secteurs. Le 2 octobre 1965, la classe ouvrière guinéenne se chiffre à près de 185.000 travailleurs. Donc 100.000 travailleurs recrutés également dans la paysannerie pour le fonctionnement des unités administratives, industrielles, commerciales, artisanales, etc.

### Les données du développement de l'agriculture

D'où une diminution, rien qu'en tenant compte de l'effectif scolaire et de l'augmentation de la classe ouvrière, de l'ordre de 350.000 travailleurs ou semi-travailleurs provenant de la paysannerie. Le progrès amène ses exigences. La tendance à l'industrialisation qui est la tendance du dynamisme du développement, tendance choisie par la Guinée, tendance du progrès social : instruction, éducation massive du peuple, élargissement au besoin du peuple, de l'infrastructure scolaire doivent avoir pour corollaire une **organisation dynamique et rationnelle de la production afin que les besoins qui vont en s'augmentant puissent être satisfaits.**

Compte tenu de la cadence actuelle la diminution progressive de l'effectif des paysans, nous pouvons être sûrs qu'au 2 octobre 1976, dans 10 ans, le nombre de paysans aura encore été diminué de plus de 300 à 400 mille unités.

Mais malgré ces diminutions nous devons faire en sorte qu'en 1976 la paysannerie restante puisse produire 2, 3, 5 fois plus qu'aujourd'hui.

**Voilà donc les données du développement de l'agriculture ; diminution du nombre de paysans, augmentation de la production.**

Cette contradiction apparente est le reflet des conditions dynamiques que nous saurons conférer à la production : éducation des producteurs, augmentation grâce à la qualification professionnelle du producteur, qualification des moyens qu'ils utilisent.

Ainsi la diminution croissante de la paysannerie doit toujours aboutir à l'augmentation croissante du volume de la production en quantité et en qualité.

La présente conférence abordera donc de manière concrète l'étude de l'un des secteurs du développement agricole, celui de la production caféière et de la production du palmier nain. Le café de Guinée est sur le plan international considéré comme de première qualité. Et l'augmentation de sa production ne pose pour la Guinée aucun problème. Il y a des pays producteurs de mauvais café qui n'arrivent pas à lancer la moitié de leur production. La Guinée est assurée, même si elle pouvait produire 5 fois plus de café aujourd'hui de pouvoir toujours placer sa production qui est considérée comme de première qualité dans le monde.

Nous dirons donc ; beaucoup plus de café et la conférence en décidera les moyens. Nous produirons en même temps beaucoup de tabac, de coton, de canne à sucre, de thé, de manioc et beaucoup de riz. Des objectifs qui sont déjà fixés dans le plan septennal vont se traduire en normes au niveau de certaines régions, celles dont les conditions sont plus favorables à de telles productions.

**Nos objectifs visent à l'augmentation de la production vivrière pour que notre peuple se nourrisse toujours mieux, à l'augmentation de la production d'exportation pour nous procurer toujours plus de devises en vue d'un investissement technique dans le domaine industriel et l'augmentation de la production industrielle en même temps. Dans ces trois domaines : production vivrière, production d'exportation, et production industrielle, la conférence nous fixera, après études collectives, des objectifs précis.**

A suivre

**PRODUCTION  
QUALITATIVE ET QUANTITATIVE  
CRITERE  
DE LA REVOLUTION**

# HOROYA

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITE

Organe  
Quotidien  
du Parti  
Démocratique  
de Guinée

COMTE CHEQUES POSTAUX (C. C. P.) 7770  
BANQUE CENTRALE R. G. (B.C.R.G.) 32-34-58

## L'avenir sombre de l'impérialisme face au choc puissant du courant révolutionnaire des peuples du monde

Face au choc puissant de l'actuel courant révolutionnaire des peuples du monde, l'impérialisme est pris de panique et sent combien sombre est son avenir et proche sa défaite finale.

Toutefois, il ne se résigne pas à son inévitable fin et se débat dans les affaires de l'agonie.

C'est ainsi qu'il lance de sauvages contre-offensives, spécialement contre les mouvements démocratiques et nationaux d'Asie et d'Afrique. Quand il prend le dessus dans quelque endroit, il est transporté de joie. Il semble que les impérialistes disposent réellement du pouvoir de redonner vie à leurs vieux rêves de domination de l'Asie et de l'Afrique.

L'impérialisme attaque les peuples afro-asiatiques principalement par des méthodes ou de deux directions. L'une consiste à lancer des attaques de front, c'est-à-dire, à déclencher une agression armée ouverte contre les pays afro-asiatiques et à s'y livrer à une sanglante répression. L'autre consiste à poignarder les peuples d'Asie et d'Afrique dans le dos; il s'agit dans ce cas de subvertir les pays qui ont acquis l'indépendance nationale, en ourdissant des coups d'Etats militaires contre-révolutionnaires par lesquels il substitue ses fidèles laquais à des dirigeants nationalistes, mettant ainsi à nouveau ces pays dans l'orbite coloniale.

Depuis peu, l'impérialisme a fortement accru ses pratiques de subversion et de coups d'Etat militaires dans les régions afro-asiatiques. En Indonésie, au Ghana et dans plusieurs autres pays, leurs conspirations ont provisoirement réussi. On peut prévoir qu'il essayera d'animer d'autres contre-courants subversifs contre les mouvements d'indépendance nationale dans ces régions. Cela ne montre nullement sa puissance, mais sa faiblesse. L'impérialisme s'acharne aujourd'hui à recruter tous les rebutés de la société pour subvertir de l'intérieur et les pays d'Asie et d'Afrique qui ont acquis l'indépendance nationale et les poignarder dans le dos, parce que la révolution démocratique nationale a pris un essor puissant dans les années qui ont suivi la guerre et que la politique de canonnière pratiquée par l'impérialisme contre les pays afro-asiatiques a lamentablement échoué.

Le problème essentiel de la

révolution est le pouvoir d'Etat. Si, dans les pays nationalistes d'Asie et d'Afrique, le pouvoir d'Etat tombe dans les mains des agents de l'impérialisme, cela signifie la perte de l'indépendance et le retour au statut colonial. Par conséquent, pour les pays afro-asiatiques, combattre la subversion impérialiste et en tout premier lieu la subversion américaine, est devenue une tâche urgente.

Mais, ni les attaques de front ni la subversion ne peuvent aider les impérialistes à faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Ils ne réussiront jamais dans leurs tentatives de retour en Asie, en Afrique pas plus qu'ils ne pourront replonger les deux continents dans le colonialisme obscur.

Notre époque est celle où tous les peuples conduisent leur lutte révolutionnaire vers la victoire et où l'impérialisme court à sa perte.

Aujourd'hui la conscience politique des peuples d'Asie et d'Afrique est plus élevée que jamais. Il est prouvé par les faits que plus les impérialistes tentent de revenir à la char-

En Guinée - Bissao :

## Lourdes pertes en matériel et en vies humaines pour les troupes coloniales portugaises

Au début d'une nouvelle saison des pluies, les forces coloniales portugaises sont obligées de reconnaître que, comme par le passé, leurs espoirs et plans concernant la saison sèche ont été totalement voués à l'échec. En effet, non seulement nous avons transformé en défaites toutes leurs tentatives de reconquête de nos régions libérées mais aussi leurs troupes ont subi les plus lourdes pertes en vies

humaines et en matériels. Nous avons d'autre part réussi à élargir et à consolider notre action dans les régions non encore libérées, notamment dans les régions de Bafatâ (Centre-Est) et de Canchungo (Ouest).

Les derniers jours du mois de mars ont été marqués par une grande intensification de notre action sur tous les fronts tandis que les opérations ennemies de grande envergure, soit de débarquement dans les régions du Sud (Cadique, Cafine, Quitafine, Cabelol, etc) soit d'invasion par voie terrestre dans les régions du Nord (Oio et Farim) se soldaient par de cuisants échecs. Renforçant partout notre initiative et la coordination entre les forces de la «guerilla» et de l'armée régulière, nous avons, au cours du mois d'avril, intensifié les attaques et harcèlements contre les camps retranchés ennemis (Guidage, Farim, Olossato, N'Goré, Buruntuma, Canquelifa, au Nord, et Guiledge, Bedanda, Empada, Madina, Béli, au Sud). D'autre part, multipliant les embuscades et les patrouilles, nous avons renforcé l'isolement des troupes coloniales et mis hors de combat un nombre considérable de voitures ennemies avec leurs occupants. L'intensification de notre action contre les avions, notamment au Nord du pays, a par ailleurs réduit grandement ou en certaines zones, paralysé les bombardements contre nos populations.

Parmi les dizaines d'engagements survenus au cours du mois d'avril, il importe de relever,

de par leur envergure, les suivants :

- Du 18 au 21 avril, des unités de notre Armée régulière en coordination avec les partisans de la zone de Biambi déclenchent une série d'attaques contre des forts contingents ennemis stationnés aux environs de Binar et dont la mission était de récupérer cette zone. Après trois jours de combat, au cours desquels nous avons tendu 5 embuscades à l'ennemi, celui-ci a été totalement isolé à Quamaia, sans d'autre possibilité de recevoir du ravitaillement que par la voie aérienne. Les pertes ennemies vérifiées se chiffrent à 35 morts et plus de 30 blessés, mais elles auraient été bien plus lourdes, car les hélicoptères ont dû faire le va et vient neuf fois pour évacuer les cadavres et les blessés.

- Le 19 avril, nos combattants ont lancé une attaque violente contre le camp portugais du port de Catchil, au Sud du pays. Au cours de cette attaque, qui dura 3 heures, nous avons détruit huit des dix maisons qui intégraient le camp, dont un dépôt de matériel de guerre, dont l'explosion provoqua la mort de plusieurs soldats ennemis. Au moins 45 militaires ennemis (morts et blessés) ont été mis hors de combat, deux hélicoptères ayant dû faire trois voyages pour évacuer ces pertes.

On peut affirmer que le mois d'avril 1966 a été l'un des plus lourds en pertes en vies humaines et en matériel, pour les troupes coloniales. En effet, nous bornant simplement aux engagements directs, les pertes ennemies ont été les suivantes :

**Au Sud du pays :**  
- militaires morts en combat (portugais et mercenaires) = 53

- blessés... plus d'une centaine  
- voitures détruites avec leurs occupants ..... = 5  
- armes récupérées .... = 36

**Au Nord du pays :**  
- militaires morts en combat (portugais et mercenaires) = 86  
- blessés... plus d'une centaine  
- voitures détruites avec leurs occupants = 13, dont 4 chars blindés

- voitures détruites avec leurs chargements de matériel ou de vivre .... = 4  
- armes récupérées ..... = 71  
Au cours du mois d'avril nos forces ont eu 7 morts et 25 blessés.

## Programme d'urgence de l'O.M.S. contre le choléra

Suite de notre précédent numéro

L'action de l'O.M.S. contre le choléra.

L'arrêt d'une épidémie de choléra dépend d'une détection rapide, d'un diagnostic précis et d'un traitement efficace. Une notification immédiate au service de la quarantaine internationale de l'O.M.S. à Genève est nécessaire, de façon que les autres pays puissent être informés à temps et soient en mesure de se préparer à la lutte contre le fléau.

Depuis 1961 l'O.M.S. s'efforce d'aider les pays atteints par cette nouvelle vague épidémique à améliorer leurs services de santé et à créer des laboratoires de diagnostic, des installations hospitalières de traitement et des centres réhydratation. L'injection de liquides de réhydratation est en effet essentielle pour sauver les malades atteints du choléra.

Grâce aux traitements modernes, le choléra n'est plus une maladie forcément mortelle et son taux de mortalité est comparable à celui de la typhoïde (environ 3 %).

L'O.M.S. a également créé une banque de vaccin anticholérique dans l'espoir que des stocks suffisants pourront être rapidement mis à la disposition des pays menacés.

Deux autres mesures ont aussi été prises pour faire face à la situation dans les pays où des cas sont signalés : l'O.M.S. a créé à Calcutta, un centre international de typage des vibrations cholériques, où les pays peuvent obtenir souches et réactifs. Le centre procède également au typage des vibrions qui ne peuvent être étudiés localement.

Dans le cadre de l'assistance directe en cas d'urgence, l'O.M.S. a mis sur pied une équipe spécialisée dont la tâche est de lutter contre les épidémies et d'élaborer des mesures de protection à long terme.

Enfin, un programme intensif de recherche a été lancé en vue d'améliorer les méthodes actuelles de lutte contre le choléra ainsi que le traitement de cette maladie. Des études sur le terrain et en laboratoire ont été organisées pour déterminer le pouvoir protecteur de diverses

sortes de vaccin et améliorer leur qualité. Plusieurs autres projets de recherche de base ou appliquée ont déjà démarré. Un facteur vital du développement de la recherche étant la rapidité de la diffusion des renseignements, l'O.M.S. publie régulièrement un bulletin intitulé « Information sur le choléra ».

**Conclusion**

Ces diverses activités de lutte et de recherche font espérer que la menace de l'extension du choléra El Tor pourra être écartée. Mais le facteur primordial dans la lutte contre le choléra est l'hygiène de base — égouts et adduction d'eau potable. Il ne faut pas non plus sous-estimer le rôle joué par de meilleures conditions de vie, de meilleurs services de santé (permettant une hospitalisation et une réhydratation rapide des victimes du choléra), une meilleure hygiène alimentaire et une meilleure éducation sanitaire. Le choléra peut certes se déclarer n'importe où, mais il ne s'étendra que grâce à la complicité de certaines circonstances : pauvreté, saleté, surpopulation, sous-alimentation et ignorance.

## Nouvelle brève

BATHURST. Sir Daouda Jawara, premier ministre de Gambie, a formé un nouveau cabinet jeudi, à la suite des élections générales qui ont eu lieu récemment dans le pays et lors desquelles son parti, «People's Progressive Party», a conservé la majorité. M. Njie reste ministre d'Etat aux Affaires étrangères. Le seul nouveau ministre est M.B. Sagniang, qui prend le portefeuille de l'intérieur.